

UNE RÉFORME INJUSTE ET DANGEREUSE

Les mesures annoncées par le gouvernement vont essentiellement peser sur les salariés et les retraités.

Alors que la loi Fillon de 2003 prévoyait que l'allongement de la durée de cotisation s'arrêterait en 2020, le gouvernement veut le poursuivre jusqu'en 2035. La durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein passerait ainsi de 41,75 ans en 2020 à 43 ans en 2035. Cet allongement se traduira soit par le fait de travailler plus longtemps, et donc de reporter l'âge effectif de départ à la retraite, soit par une baisse du niveau des pensions.

Si une hausse des cotisations patronales est prévue, le gouvernement a d'ores et déjà annoncé qu'elle s'accompagnerait d'une baisse significative des cotisations patronales finançant les allocations familiales afin de faire baisser le coût du travail.

Le manque à gagner sera payé pour l'essentiel par les salariés avec une augmentation de la TVA ou de la CSG. Il s'agit là d'une revendication majeure du patronat que le gouvernement vient de satisfaire.

Le pouvoir d'achat des retraités va être touché par la fiscalisation de la bonification de 10 % des pensions des parents de trois enfants ainsi que par l'entourloupe qui consiste à reporter de six mois l'indexation des pensions.

Ces deux mesures feront perdre 2,7 milliards d'euros aux retraités. Le pouvoir d'achat des salariés, qui a baissé en 2012, sera aussi touché par l'augmentation des cotisations salariales de 0,15 point en 2014, puis de 0,05 point en 2015, 2016 et 2017, soit une augmentation totale de 0,3 point. Ces mesures s'inscrivent dans une politique d'austérité absurde puisqu'elle n'aura pour seule conséquence que de ralentir l'activité économique, d'augmenter le chômage et donc, in fine, de diminuer le volume des cotisations versées.

Si l'ouverture d'un compte pénibilité pour les salariés peut sembler positive, la concrétisation de cette annonce dépendra largement des conditions de sa mise en œuvre.

Les mesures concernant les femmes, comme par exemple l'amélioration de la prise en compte du temps partiel, restent largement insuffisantes au vu de l'ampleur des inégalités de pensions entre les femmes et les hommes. Au total, la logique globale du projet du gouvernement prolonge les « réformes » antérieures des gouvernements de droite qui consiste, d'une façon ou d'une autre, à faire payer aux salariés et aux retraités l'ajustement des régimes de retraite et à refuser de poser la question du partage de la richesse produite.

Collectif départemental "pour nos retraites on lutte"

A l'image du collectif national, il réunit des associations, des syndicats et des partis politiques : Attac, FSU, UNEF, PCF, PG, FASE, GU, GA, NPA...

Contact : pournosretraitesonlutte72@gmail.com



Retraites : le vrai débat !

- Pourquoi le déficit des régimes de retraites s'est-il aggravé depuis 2010 ?
- L'espérance de vie augmente, est-ce normal de travailler plus longtemps ?
- Les jeunes seront-ils victimes des mesures envisagées ?
- Les fonctionnaires sont-ils des privilégiés ?
- Les retraités sont-ils si riches ?
- Y aura-t-il trop de retraités et pas assez d'actifs ?
- Pourra-t-on financer les retraites ?
- Quel modèle de société se profile derrière les retraites ?

le Collectif départemental "pour nos retraites on lutte" organise :
un réunion publique

Le mardi 8 Octobre 2013 à 20H

salle Georges Brassens* au Mans

* Bd O Heuzé (prolongement av de la Libération)

Avec la participation de :

- Anne Feray syndicaliste (secrétaire nationale de la FSU) et signataire de l'appel "Retraites : les femmes demandent réparation"
- Thomas Coutrot militant altermondialiste (co-président d'Attac) et économiste (membre des économistes atterrés).

Nous affirmons que d'autres solutions existent et peuvent être mises en œuvre à condition d'imposer une autre répartition des richesses et de rompre avec la logique d'un capitalisme financier prédateur.

Cela dépend de chacun-e de nous et de notre capacité à construire ensemble un rapport de forces.

